

LECO

de la semaine

03 au 09 Janvier 2026



SOMMAIRE

Consommation - Importations massives de riz en 2025.....	2
Technologies - Hausse en vue des prix des smartphones et ordinateurs	2
Filière halieutique : Pisciculture encadrée à Ihorombe, pêche responsable renforcée dans la Diana	3
Relance agricole : l'Etat réhabilite les infrastructures et distribue des intrants.....	3
Immobilier : malgré des difficultés persistantes, le marché français en hausse, tant au niveau des prix que des transactions	4
Réforme - Les PME prennent le devant de la scène.....	4
Prix du carburant - Le super carburant en dessous de 5 000 ariary	5
Opération minière : QMM reprend ses activités	6
Combustible: le prix du charbon de bois repart à la hausse.....	6
Vanille de Madagascar: le prix du kilo atteint 2.000 euros sur le marché international	6
Tourisme - Le Mpox met le secteur sous pression	7
Cité des cultures - 1 300 ans d'histoire économique.....	7
Masque de protection : Hausse exorbitante des prix au niveau des détaillants.....	8
Hôtellerie - Le Carlton contraint au chômage technique	8
CNaPS : Démission du DG Vimbina Rahaingonjatovo	9
Colère des agriculteurs : des tracteurs de la Coordination rurale sont entrés dans Paris	9
Nosy-Be - La fréquentation aérienne en hausse	11
Commerce intérieur - Une structuration des prix annoncée	11
Secteur agricole : Un financement de 851,2 millions Ar pour accompagner 60 micro-entreprises rurales	12
Rapport –pays de la BAD : Le capital naturel représente 30 % de la richesse totale de Madagascar en 2018 et contribue à l'atténuation des effets du changement climatique mondial	13
Madagascar face aux crises : Un demi-siècle de non-résilience économique	13

Consommation - Importations massives de riz en 2025

ITAMARA OTTON | 05 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les importations sauvages de riz ont repris au cours de l'année 2025. Les chiffres ont quadruplé.

Spectaculaires, les importations de riz l'ont été en 2025. Jusqu'au mois de novembre, des données concordantes de la Direction générale des douanes et de l'Observatoire du riz indiquent des importations s'élevant à 731 000 tonnes. Jusqu'en septembre, la valeur des importations de cette céréale a atteint 1 289,6 milliards d'ariary, marquant une hausse de 253 % en valeur par rapport à la même période en 2024.



Pour le premier semestre, le montant Coût Assurance Fret (CAF) s'est élevé à 795,8 milliards d'ariary pour près de 368 000 tonnes de riz importées. Ces chiffres sont disponibles dans les tableaux de bord mensuels de la Direction générale des douanes. Il s'agit d'une hausse significative comparée aux chiffres de 2024, qui faisaient état de l'importation de 262 100 tonnes de riz pour une valeur financière totale estimée entre 650 et 700 milliards d'ariary. Une situation paradoxale, d'autant plus que, dans les régions productrices, les paysans peinent à écouler leurs stocks, les vendant à perte.

Déficit structurel

Selon les statistiques, les importations ont démarré avec une dynamique forte dès le mois de janvier, avec 75 100 tonnes. Elles ont continué de grimper, culminant à 121 700 tonnes en février. Ce premier semestre a été marqué par un cumul de 367 984 tonnes, soit presque trois fois plus que les 125 251 tonnes importées durant la même période en 2024. En valeur, ces importations se chiffrent à près de 250 millions de dollars pour les huit premiers mois, mettant en lumière une dépendance accrue à l'égard du marché international.

Le principal moteur de cette flambée des importations est un déficit structurel de la production nationale, incapable de nourrir une population de 30 millions d'habitants. Les rendements locaux ont été affectés par des conditions climatiques défavorables. L'année 2025 a été marquée par des événements climatiques tels que des sécheresses et des inondations, perturbant les cycles de culture et diminuant les rendements. Ces aléas ont également annoncé une période de soudure prolongée, nécessitant des importations anticipées pour pallier d'éventuelles pénuries, rendant le recours au marché international inévitable. La Grande Île s'est ainsi tournée vers des fournisseurs principaux, notamment l'Inde et le Pakistan.

Dans le cadre du projet de loi de finances (PLFI) 2026, le gouvernement a proposé une retaxation du riz de luxe importé, prévoyant un droit de douane de 20 % et une TVA de 20 %. Actuellement, et ce depuis 2006, le riz importé bénéficie d'une exemption totale de droits et taxes afin de maintenir les prix bas. Cette proposition a suscité des débats houleux à la Chambre basse lors de la présentation du texte. Les députés ont manifesté leurs craintes face à cette mesure fiscale, qui risquerait, selon eux, de provoquer une hausse des prix pour les consommateurs.

Technologies - Hausse en vue des prix des smartphones et ordinateurs

ITAMARA OTTON | 05 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Du jour au lendemain, les prix des smartphones ou des RAM d'ordinateur pourraient grimper. D'après de nombreux analystes, l'industrie technologique fait actuellement face à une pénurie critique de mémoire vive (RAM). Cette pièce, indispensable aux ordinateurs et aux smartphones, devient de plus en plus rare et les stocks peinent à suivre la demande, exacerbée par les serveurs en intelligence artificielle. Une tendance qui pourrait s'enliser et qui affectera directement les prix des smartphones et des ordinateurs.

En moyenne, les experts prévoient une augmentation de 20 % du prix final des appareils électroniques grand public. Des constructeurs majeurs comme Dell, Asus, HP et Lenovo ont déjà annoncé ou appliqué des hausses de

tarifs pour compenser l'explosion du coût des composants. Les fabricants pourraient être contraints de réduire les spécifications (moins de RAM, écrans de moindre qualité) pour maintenir des prix bas.

Dans la Grande Île, où le taux de pénétration d'Internet reste faible, cette flambée des prix de la RAM pourrait transformer la fracture numérique en un véritable fossé infranchissable. Les conséquences pourraient être nombreuses. À court terme, la hausse du coût des smartphones d'entrée de gamme risquerait de freiner l'inclusion numérique, privant les populations les plus vulnérables de leur premier accès aux services essentiels (paiement mobile, santé, éducation).

Sur le moyen terme, cela pourrait également affecter les petites et moyennes entreprises malgaches, contraintes de retarder leur digitalisation. En d'autres termes, pour Madagascar, cette crise pourrait entraîner une inflation technologique majeure et risquerait d'aggraver la fracture

numérique : alors que les nouvelles gammes de smartphones et d'ordinateurs exigent plus de RAM, le coût prohibitif du matériel menacerait de ralentir la digitalisation des entreprises et l'accès des étudiants aux outils modernes.

Filière halieutique : Pisciculture encadrée à Ihorombe, pêche responsable renforcée dans la Diana

ANTSIA R. | 05 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

La dynamique d'appui aux activités halieutiques et aquacoles se poursuit à travers le pays. Le 29 décembre dernier, l'équipe de la DRPEB (Direction régionale de la pêche et de l'économie bleue) Ihorombe s'est rendue au fokontany d'Ankily, dans le district d'Ihosy, pour suivre une activité de pisciculture gérée par l'ONG Soakilonga. L'objectif était de vérifier l'évolution de l'élevage et d'apporter des conseils techniques sur la gestion du site. Un échantillonnage des poissons a notamment été réalisé afin d'ajuster la ration quotidienne d'aliments, un levier clé pour améliorer la

croissance et la rentabilité. Dans la région Diana, la sensibilisation a également été au cœur des actions. Les 29 et 30 décembre 2025, l'Union des pêcheurs Manongalaza, gestionnaire du TGRH Nosy Faly, a mené une campagne d'information à Antafiambotry et Mahabo, à Ambanja. Les échanges ont porté sur les risques liés à la consommation de poissons toxiques, la replantation de mangroves et le respect des périodes de fermeture de la pêche, notamment pour le crabe, la crevette et la sardine.

Relance agricole : l'Etat réhabilite les infrastructures et distribue des intrants

ARH. | 05 JANVIER | LES NOUVELLES

Face aux défis structurels et climatiques qui fragilisent l'agriculture malgache, le ministère de l'Agriculture et de l'élevage (Minae) renforce ses interventions dans les principaux secteurs de la production. Des milliers d'hectares de périmètres ont été irrigués, des infrastructures rurales réhabilitées et des tonnes d'intrants agricoles distribués.

Dans un pays où près de 80 % de la population active dépend de l'agriculture, l'accès à l'eau reste primordial. Pour le mois de novembre et décembre, le Minae annonce avoir remis en état 11 barrages hydroagricoles et rendu fonctionnels 5.500 hectares de périmètres irrigués. Ces réalisations ont permis de protéger les cultures et d'améliorer les rendements. A cela s'ajoute la réhabilitation de 168 kilomètres de canaux d'irrigation. Les infrastructures de soutien à la production ne sont pas en reste. 15 km de pistes rurales ont été réhabilités afin de désenclaver les zones agricoles et faciliter l'acheminement des intrants et des produits. Parallèlement, 610 hectares ont été labourés sur des terres de culture disponibles, selon les données du Minae.

La relance passe également par un appui massif en intrants. Plus de 348 tonnes de semences certifiées et 355 tonnes d'engrais ont été distribuées aux producteurs. A cela s'ajoute la dotation de 6.690 matériels agricoles, visant à moderniser les pratiques culturales et à réduire la pénibilité du travail aux champs. Au total, 96.655 exploitants agricoles ont bénéficié de ces appuis, toutes catégories confondues.

Investissements

Pour le ministre de l'Agriculture et de l'élevage, José Nirina Rasatarimanana, ces actions s'inscrivent dans une logique

de rentabilité. «Soutenir les producteurs au bon moment est une condition essentielle pour relancer durablement la production agricole», affirme-t-il. Il a également souligné que l'investissement dans l'irrigation et les intrants restent prioritaires pour atteindre l'autosuffisance alimentaire.



Le ministère assure également qu'il est nécessaire de combiner infrastructures physiques et accompagnement humain. Plus de 3.000 paysans formateurs et relais ont été mobilisés pour renforcer les capacités locales et assurer la diffusion des bonnes pratiques agricoles. A travers ces actions ciblées, les autorités entendent poser les bases d'un secteur agricole plus résilient, productif et structuré. «Des producteurs prospères pour une nation bien nourrie», selon le ministre.

Immobilier : malgré des difficultés persistantes, le marché français en hausse, tant au niveau des prix que des transactions

05 JANVIER | FRANCEINFO

Pour autant, selon le baromètre national des prix de l'immobilier de Se Loger-Meilleurs Agents, la France traverse toujours «une crise du logement profonde», avec des tensions, des difficultés structurelles d'accès et un manque de mobilité résidentielle.

Le marché immobilier français montre des signes positifs, avec une reprise de l'activité et un retour à la hausse des prix, selon le baromètre national des prix de l'immobilier de Se Loger-Meilleurs Agents (Nouvelle fenêtre), publié lundi 5 janvier. Pour autant, la France traverse toujours «une crise du logement profonde», avec des tensions, des difficultés structurelles d'accès et un manque de mobilité résidentielle.



Selon l'étude, de fin octobre 2024 à fin octobre 2025, environ 929 000 logements ont été vendus en France, soit une hausse de 11% sur un an. Le niveau reste inférieur à celui d'un marché jugé fluide, estimé autour d'un million de transactions, mais l'amélioration est nette par rapport à 2024.

Par ailleurs, les prix repartent à la hausse sur l'ensemble du territoire. Tous les indices de prix progressent de plus de 1% sur un an, que ce soit à Paris, sur le top 10, sur le top 50 des villes françaises, ou sur l'immobilier rural, alors qu'ils reculaient encore majoritairement un an plus tôt. C'est à Paris et dans les zones rurales que les hausses sont les plus importantes, avec respectivement +2,9% et +2,8% en un an. Cette hausse reste toutefois limitée, en raison de taux de crédit plus élevés qu'espéré au printemps 2025.

Dans les grandes villes, la tendance est globalement positive. La quasi-totalité des dix plus grandes villes françaises affiche des prix en hausse. Nice se distingue avec une progression supérieure à 3% sur un an, tandis que

Toulouse, Bordeaux, Marseille ou Montpellier enregistrent des hausses plus modestes. Nantes fait figure d'exception, avec des prix encore en baisse (-3,9%), mais à un rythme plus lent qu'en 2024. Côté crédit, les taux se sont stabilisés à partir du printemps 2025. Au 1er décembre, ils s'établissent autour de 3,5% sur 25 ans et 3,4% sur 20 ans.

La hausse des loyers ralentit

Sur le marché locatif, la hausse des loyers ralentit nettement. Elle atteint environ 1,3% en 2025, contre près de 3% l'année précédente. Cette accalmie s'explique en partie par le retour de certains ménages vers l'achat. La pénurie de logements à louer reste cependant marquée dans les zones tendues. À Paris, l'offre locative demeure inférieure de 30% à 40% à son niveau d'avant Covid.

Pour 2026, Se Loger-Meilleurs Agents anticipe, «sauf choc macroéconomique majeur», un nombre de ventes proche de 980 000, des taux de crédit autour de 3,5% et une hausse des prix comprise entre 2% et 3% sur l'année. «Le marché immobilier poursuit sa phase de normalisation. Après être clairement sorti du rouge, 2025 marque le début d'un cycle à nouveau positif, avec des progressions de prix encore modérées mais bien réelles», analyse Thomas Lefebvre, vice-président data de Se Loger et Meilleurs Agents. Cependant, «aujourd'hui, au-delà des conditions financières, l'incertitude politique constitue un facteur de frein important à la projection des ménages sur le marché immobilier», alerte-t-il.

Méthodologie : Le baromètre Se Loger-Meilleurs Agents est élaboré à partir des données de transactions communiquées par environ 30 000 agences immobilières présentes sur les plateformes, couvrant en moyenne plus de 30% des transactions immobilières nationales, y compris dans les zones rurales. Les prix affichés correspondent à des prix de commercialisation, retraités pour refléter l'évolution du marché. L'étude repose également sur des données sociodémographiques, sur la base des Demandes de valeurs foncières (DVF) et sur les transactions notariales et sur les transactions historiques enregistrées par la base BIEN des Notaires de Paris-Île-de-France.

Réforme - Les PME prennent le devant de la scène

IRINA TSIMIHALY | 06 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les petites et moyennes entreprises s'imposent. Le gouvernement lance une réforme pour redistribuer les opportunités économiques et soutenir leur développement.

La Grande Île engage une réforme économique afin de passer d'un marché dominé par quelques grandes entreprises à un tissu plus diversifié de petites et moyennes

entreprises (PME). Comme l'a expliqué le Premier ministre Herintsalama Rajaonarivelo lors d'une émission spéciale sur les chaînes publiques, cette démarche

visé à transformer l'économie de rente en une économie plus équitable, tout en redistribuant les opportunités de croissance.

« Il ne s'agit pas de fragiliser les grandes entreprises, mais de créer de la place pour de nouvelles entreprises. Nous voulons remplacer 50 grandes entreprises isolées par 5 000 PME dynamiques. Il faut redistribuer et accompagner le développement des autres entreprises. Il faut soutenir la création de Petites et moyennes entreprises et donner de la place aux toutes petites entreprises. », a-t-il ajouté. La réforme prévoit également que les grandes entreprises sous-traitent davantage et accompagnent les PME partenaires, plutôt que de tout gérer elles-mêmes. « Nous demandons aux grandes entreprises de ne plus créer de filiales si ce n'est pas nécessaire, mais de partager les opportunités avec les petites entreprises ».

Formalisées et impliquées

Un autre objectif majeur de la réforme est de formaliser les PME, qui représentent aujourd'hui une large part du secteur informel.

Selon Tiana Rasamimanana, président du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) : « Il faut permettre aux petites entreprises d'entrer dans le formel. Cela leur offre des opportunités de croissance tout en élargissant la base fiscale, aujourd'hui concentrée sur les grandes entreprises ».

« On ne peut pas créer une grande entreprise du jour au lendemain, il faut des moyens, de la crédibilité et des compétences. Il faut procéder étape par étape, en développant d'abord les petites entreprises. Celles-ci peuvent fournir des matières premières, transformer des produits et s'intégrer progressivement dans le formel ».

La réforme prévoit également d'intégrer les PME dans les négociations salariales du secteur privé. Jusqu'ici, seules les grandes structures participaient aux discussions sur la revalorisation des salaires. Désormais, les très petites, petites et moyennes entreprises, représentées par la FOM (Fikambanan'ny Orinasa Malagasy), seront consultées. « Compte tenu du rôle futur des très petites entreprises, elles sont désormais invitées à participer aux discussions, afin d'assurer la continuité économique, notamment sur le plan salarial », précise le Premier ministre.



Pour le SIM, cette redistribution constitue une opportunité pour l'ensemble du tissu économique : « Si les TPE et PME se développent, les grandes entreprises pourront elles aussi se renforcer et développer l'industrie, notamment via la sous-traitance dans les zones franches. Il y a de la place pour tout le monde ». Et d'après lui, « il revient aux responsables de définir un modèle économique adapté à la situation. La concurrence existe toujours entre les grandes entreprises, mais elles peuvent se compléter. Chaque marché a ses propres règles ».

Prix du carburant - Le super carburant en dessous de 5 000 ariary

IRINA TSIMIJALY | 06 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Bonne nouvelle pour les automobilistes depuis ce lundi 5 janvier : le litre d'essence (SP95) est vendu à 4 970 ariary, soit 200 ariary de moins qu'au mois précédent, selon l'Office malgache des hydrocarbures (OMH). Après plus de trois ans de prix élevés ou figés, le super carburant repasse sous la barre symbolique des 5 000 ariary, offrant un soulagement immédiat pour les budgets familiaux. Le gasoil et le pétrole lampant connaissent des ajustements plus modestes, à 4 670 ariary (+10 ariary) et 3 520 ariary (+30 ariary), respectivement.

Cette baisse intervient après des années de fluctuations importantes. L'essence avait été vendue à 4 100 ariary au premier semestre 2022, avant de flamber à 5 900 ariary en juillet, sous l'effet de la guerre en Ukraine, de la hausse du pétrole brut, de la chute de l'ariary face au dollar et de la fin d'un gel des prix soutenu par le FMI. Les tarifs étaient ensuite restés figés pendant près de deux ans.

Depuis janvier 2025, un mécanisme d'ajustement automatique, basé sur les cours internationaux et le taux de change, permet des variations limitées pour protéger les

consommateurs. L'essence est passée progressivement de 5 700 ariary à 5 250 ariary avant d'atteindre, ce début janvier, 4 970 ariary.

La tendance mondiale des prix du pétrole soutient cette baisse : fin 2025 et début 2026, l'offre dépasse la demande, entraînant un recul des cours mondiaux. D'après les explications au niveau de l'Office malgache des hydrocarbures, des baisses sont encore en vue pour les mois prochains. Avec ce nouveau prix, le secteur du transport et les entreprises consommatrices de carburant voient leurs coûts baisser, tandis que les ménages utilisant le pétrole lampant subissent encore un léger renchérissement de leurs dépenses énergétiques. Cette évolution reflète la volatilité des marchés mondiaux et le difficile équilibre entre stabilisation des prix et alignement sur le marché international.

Opération minière : QMM reprend ses activités

JEAN RIANA | 06 JANVIER | LES NOUVELLES

QIT Madagascar Minerals (QMM) a repris ses activités suspendues pendant un mois, du 1er décembre 2025 au 5 janvier 2026, au niveau de son site à Mandena à Tolagnaro. A titre de rappel, cette suspension temporaire d'activité de la compagnie minière était destinée à renforcer sa résilience face aux défis du marché notamment, pour garantir la pérennité de ses activités en raison de la baisse mondiale du prix d'ilménite. La situation est telle que cela

a poussé QMM à prendre du recul pour mieux avancer. Le déclin du marché, combiné à la surcapacité des producteurs de poudres métalliques, a conduit à une pression accrue sur les prix, ainsi qu'une baisse des ventes. Cette conjoncture défavorable a entraîné la fermeture définitive de l'usine de poudres métalliques de Rio Tinto Iron and Titanium (RTIT) à Sorel-Tracy (Québec).

Combustible: le prix du charbon de bois repart à la hausse

JEAN RIANA | 06 JANVIER | LES NOUVELLES

Le prix du sac du charbon est en hausse depuis quelques semaines. D'après les explications fournies, les routes en mauvais affectent aussi les coûts de transports. Nivo, une commerçante de charbon à Ambondrona a indiqué que le sac de charbon « kesika » est passé de 30.000 ariary à 33.000 ariary, soit une différence de 3.000 ariary. Pour le charbon « kininina » le sac s'achète dorénavant à 40.000 ariary contre 35.000 ariary auparavant, soit une différence de 5.000 ariary. « En période de pluie, le prix du charbon a tendance à grimper en raison des difficultés d'acheminement de la marchandise » a-t-elle indiqué. A noter que le besoin en charbon de bois est énorme à Madagascar, vu que 90% des foyers l'utilisent au quotidien pour la cuisine et autres. La ville d'Antananarivo à

elle seule consomme dans les 540 tonnes par jour. A l'échelle nationale, la consommation en bois énergie est de 18 millions de m3 par an, selon les données de la Direction d'appui à la promotion de l'économie verte et bleue (Dapevb) du ministère de l'Environnement et du développement durable, présenté l'an passé lors de la célébration de la Journée mondiale de l'énergie. La forte demande de charbon de bois entraîne une déforestation continue. Une situation qui pousse les autorités à chercher d'autres alternatives comme le gaz et l'électricité. Par ailleurs, l'Etat encourage fortement la promotion de charbon écologique qui est plus respectueux de l'environnement. Néanmoins, le constat est que la mauvaise habitude freine la transition et ce, sans parler de l'insuffisance de production.

Vanille de Madagascar: le prix du kilo atteint 2.000 euros sur le marché international

JEAN RIANA | 06 JANVIER | LES NOUVELLES

Selon le Journal TF1info, la vanille de Madagascar demeure l'une des épices les plus recherchées au monde dont le prix peut s'envoler.

A l'heure actuelle, le prix du kilo de vanille de Madagascar atteint jusqu'à 2.000 euros le kilo. Si le prix atteint des sommets à l'international, il reste assez dérisoire en quittant son lieu de production : 60 euros le kilo, soit à peine 3% de son prix sur le marché international.



A noter que la Grande île demeure le premier producteur mondial de cette épice, assurant près de 80% de

l'offre mondiale. Les exportations malgaches de vanille ont atteint un record historique en 2024, atteignant les 4.300 tonnes. Constatant le potentiel économique de la filière, le gouvernement de la refondation de Madagascar a d'ores et déjà enclenché un véritable redressement de la chaîne de valeur en incluant tous les acteurs. L'objectif étant de pouvoir surpasser la crise profonde qui pèse sur la filière marquée par une surproduction, une chute des prix... A cela s'ajoute le manque de transparence dans la gestion des mécanismes, sans oublier les spéculations en tout genre. Effectivement, à la différence du café et du cacao, la vanille peut se conserver longtemps. Selon le rapport de la Banque centrale de Madagascar 2025, la baisse des prix a affecté la valeur totale des exportations, passant de 213 millions de dollars à 112,8 millions de dollars. Il est à spécifier que le processus de production est des plus laborieux. Le journal TF1info a d'ailleurs mis en exergue le fait que la production de vanille à Madagascar est essentiellement artisanale, où il faut attendre 9 mois

avant d'obtenir les gousses vertes récoltées sur l'île. Pourtant, ce processus aussi pénible soit-il, n'est pas pris en compte dans la vente du produit. En fait, il fut un temps où le prix du kilo de vanille verte a atteint les 2.500 ariary, soit à peu près le prix d'un kilo de haricot vert. Une situation loin d'être avantageuse

en tout cas pour les producteurs, lesquels finiraient à la longue par tourner le dos à cette épice. Actuellement, le Gouvernement de la refondation de la République ne lésine pas sur les efforts dans la réforme de la filière qui fait vivre plus de 200.000 familles.

Tourisme - Le Mpox met le secteur sous pression

IRINA TSIMIJALY | 07 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le tourisme, déjà affaibli par les récents troubles socio-politiques, fait face à un problème : le Mpox, ou variole du singe. Avec plusieurs cas confirmés dans le pays, le secteur, vital pour l'économie et l'emploi, est sous forte pression.

Nouvellemenace. Le tourisme est de nouveau en zone de turbulences. Après les troubles socio-politiques de septembre, le secteur peine à se relever. Lova Rakotomalala, acteur dans le secteur touristique, rappelle que « le tourisme est un moteur clé de l'économie malgache, créateur d'emplois et générateur de devises ». Pourtant, les dernières crises ont laissé des traces : « 80 % des réservations ont été annulées et les pertes se chiffrent à près de 100 millions de dollars ».

Aujourd'hui, une nouvelle menace pèse sur le secteur : le Mpox, ou variole du singe. Jusqu'à présent, « 76 cas ont été détectés dans 7 régions du pays ». Le PCA de la Confédération du Tourisme, Tojo Lytah Razafimahefa, tempère les inquiétudes : « La situation reste sous contrôle. Nous en sommes encore aux premiers stades de la maladie, ce n'est pas une pandémie. Elle se propage, mais pas de manière excessive. »

Selon lui, l'expérience du Covid-19 est un atout : « Les protocoles en termes d'hygiène depuis le Covid, les principes d'hygiène, étaient restés les mêmes. On a déjà formé des milliers de personnes dans les hôtels et la restauration sur les procédures à suivre. »

Pour faire face à ces risques, les ministères, les aéroports et les associations professionnelles suivent de près la situation. « On suit la situation pour qu'il n'y ait pas d'impact encore plus négatif », explique Tojo Lytah Razafimahefa. Les mesures sont avant tout préventives et reposent sur des protocoles déjà connus.

Des mesures sanitaires strictes

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat met lui aussi l'accent sur la prévention sanitaire. « Le port du masque

devient obligatoire pour le personnel et les clients dans tous les établissements touristiques et artisanaux », indique une note officielle. Les restaurants, hôtels, agences de voyages, sites touristiques et marchés artisanaux doivent « renforcer l'hygiène, la désinfection et la sensibilisation du public ».



Malgré cette situation, les frontières restent ouvertes et le secteur continue d'accueillir des touristes. Plusieurs paquebots ont récemment accosté à Mahajanga et Antsiranana. Les guides touristiques et les employés restent mobilisés pour « recevoir les visiteurs et assurer leur sécurité ».

Le défi reste donc double : « restaurer la confiance des voyageurs tout en gérant une crise sanitaire, afin que le Mpox n'affaiblisse pas davantage un secteur déjà fragile ». Selon les experts, « le tourisme national et régional doit être développé pour réduire la dépendance aux marchés lointains ».

Cité des cultures - 1 300 ans d'histoire économique

IRINA TSIMIJALY | 07 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Cité des Cultures, à Antananarivo, accueille jusqu'au 27 janvier l'exposition « Madagascar : plus de 1 300 ans d'histoire économique vivante ». Cette exposition propose une immersion originale dans l'histoire économique du pays, retraçant le parcours des premiers échanges commerciaux aux pratiques actuelles, et

révélant que l'économie malgache possède une histoire bien plus ancienne qu'on ne l'imagine.

Après le succès de sa première édition, FTHM Consulting s'est associé à la Mention Histoire de l'université d'Antananarivo pour offrir une expérience à la fois visuelle, pédagogique et interactive. L'exposition a récemment été

distinguée par le Coup de Cœur du REGEM Awards 2025, une reconnaissance de sa qualité et de sa créativité. À travers des panneaux explicatifs et des installations immersives, le public peut découvrir comment les Malgaches ont cultivé la terre, échangé sur les marchés, voyagé ou développé des activités économiques depuis plus de treize siècles. Le parcours met également en lumière les transformations récentes de l'économie, tout en rappelant que le passé influence toujours le présent.

Un espace particulier est consacré aux 30 ans d'existence de FTHM Consulting. Le cabinet y présente ses projets, ses missions et ses principales réalisations, ainsi que leur contribution au développement économique et à la réflexion stratégique du pays.

Ouverte à tous, l'exposition s'adresse aux étudiants, chercheurs, passionnés d'histoire et simples curieux. Elle propose à chacun de mieux comprendre les racines de l'économie malgache et les pratiques quotidiennes qui en découlent.

Masque de protection : Hausse exorbitante des prix au niveau des détaillants

NAVALONA R | 07 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le respect des gestes barrières devient une obligation depuis la confirmation des cas de variole du singe, ou Mpox, à Madagascar.

Aucun élève n'est autorisé à entrer en classe sans avoir porté un masque de protection dans plusieurs écoles publiques et privées lors de la rentrée scolaire, hier. Les caches-bouches et les gels désinfectants ont ainsi été pris d'assaut par les consommateurs.



En revanche, une hausse exorbitante des prix de ces outils de protection, plus particulièrement les masques de protection, a été observée au niveau des détaillants, y compris les pharmacies. En effet, un cache-bouche coûte tout d'un coup 500 Ar, alors que cet équipement de protection valait entre 200 Ar et 300 Ar la pièce avant l'apparition de cette maladie virale causée par le virus Monkeypox dans le pays, soit il y a plus d'une semaine. En l'espace de quelques jours, on n'en trouve plus dans plusieurs épiceries et certaines pharmacies. Opportunité. D'aucuns reconnaissent pourtant que ces masques de protection ne sont pas réutilisables, d'autant

plus qu'il s'agit d'un outil de protection individuelle. Raison pour laquelle des consommateurs préfèrent en acheter en paquet pour ne pas se faire avoir. En effet, un paquet de 10 pièces coûte 1 000 Ar, soit à raison de 100 Ar l'unité, tandis qu'un paquet de 50 pièces vaut 4 500 Ar dans certaines boutiques qui ne sont même pas encore des grossistes sur le marché de la Capitale. À l'instar de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid survenue dans le pays, l'apparition de cette nouvelle maladie virale, dite Mpox, constitue également une opportunité pour certains acteurs économiques qui prônent l'innovation. À titre d'illustration, des petites unités de confection de masques de protection fabriqués à base de tissus de différentes couleurs et de différents modèles commencent à recevoir des commandes.

Menacés. Par ailleurs, des fabricants de solutions hydroalcooliques issues de l'exploitation d'huiles essentielles ayant des propriétés antivirales feront également de bonnes affaires, puisque l'utilisation de cet équipement de protection devient une obligation pour certaines entités. En revanche, d'autres secteurs sont menacés si jamais la propagation de cette variole du singe n'est pas maîtrisée à temps. On peut citer, entre autres, le tourisme, qui pourrait faire l'objet de restrictions sur les déplacements des voyageurs, ou bien l'industrie, qui devrait respecter les distances en limitant le nombre de travailleurs à l'usine pour éviter les éventuelles contaminations avec des personnes infectées.

Hôtellerie - Le Carlton contraint au chômage technique

IRINA TSIMIJALY | 07 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'Hôtel Carlton de Madagascar, ancien Hilton et premier établissement 5 étoiles du pays, connaît une crise sans précédent. Depuis ce mercredi, le personnel a entamé une grève pour protester contre une mise en chômage technique décidée par la direction.

Cette décision, justifiée par la direction par des difficultés financières importantes, pourrait concerner près de la moitié du personnel si la situation ne s'améliore pas.

Selon les employés, la direction actuelle « manque d'expérience pour redresser l'hôtel et préserver sa réputation ». Ils demandent par ailleurs son départ immédiat.

L'Hôtel Carlton, qui fête cette année ses 56 ans, a été inauguré sous la présidence de Philibert Tsiranana et était alors géré par la chaîne Summit Hôtel and Resort. Depuis, l'établissement a connu plusieurs changements de direction et une évolution de sa propriété, avec la société Henri Fraïse et Fils détentrice de la majorité des parts et l'État malgache via la Société Malagasy des Hôtelleries.

En novembre 2007, l'hôtel Hilton est devenu officiellement le Carlton 5 étoiles. Aujourd'hui, il traverse une période difficile : en septembre dernier, certains services ont déjà été touchés et mis en chômage technique, notamment dans les services de chambres, la lingerie et la piscine, et la situation ne semble pas s'améliorer.

Un employé témoigne : « La situation ici est difficile. Après la grève de septembre, le DG a mis certains employés en chômage technique. Il n'y a pas de clients, c'est probablement ce qui explique le plus la situation. »

CNaPS : Démission du DG Vimbina Rahaingonjatovo

R.EDMOND. | 08 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Changement en vue à la tête de la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNaPS). Cette dernière annonce la démission de son directeur général, Vimbina Rahaingonjatovo. Ayant occupé ce poste depuis 2023, ce dernier passera bientôt la main à son successeur.

Dans un communiqué publié hier, la Cnaps précise que la passation entre le désormais ancien DG de la CNaPS et le représentant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Fonction publique, qui en assure la tutelle, s'est tenue hier au siège de l'organisme.

Procédure

La CNaPS ajoute que le ministère de tutelle lancera bientôt la procédure de nomination du futur directeur général. Fin de parcours, en somme, pour ce diplômé de l'Université Picardie Jules Verne, à Amiens (France), où il obtient un master en management des organisations de la net-économie.

On rappelle qu'avant sa nomination à la CNaPS, Vimbina Rahaingonjatovo a été cadre supérieur au sein de la compagnie de télécommunications TELMA, devenue Yas, notamment comme directeur adjoint e-administration, ce qui lui a donné une expérience en management et en transformation digitale des organisations. En août 2023, il est nommé directeur général de la CNaPS par le Conseil des ministres, succédant à une période d'interim et de troubles au sein de l'institution. À la tête de la CNaPS depuis près de deux ans et demi, il a effectué des efforts visant à améliorer la gestion et à renforcer la gouvernance, en mettant un accent particulier sur la transparence et la rigueur, surtout dans le contexte de défis internes.

Sensible

Cette démission, qui intervient en pleine période de refondation, est en tout cas marquée par un contexte social et institutionnel sensible, concernant plus particulièrement l'affaire de la Société municipale de gestion digitale (SMGD), avec ses plus de 11 milliards d'ariary d'impayés envers la CNaPS.



Un contentieux qui n'est pas encore complètement résolu et qui met en lumière les faiblesses de recouvrement et les défis de gouvernance au sein de la CNaPS. L'ancien DG, Vimbina Rahaingonjatovo, a déclaré durant la passation son souhait de voir la poursuite des réformes engagées, notamment au bénéfice des retraités et des ayants droit. Il a également souhaité la transparence et la rigueur de gestion au sein de la CNaPS.

Colère des agriculteurs : des tracteurs de la Coordination rurale sont entrés dans Paris

08 JANVIER | LE MONDE

Un arrêté préfectoral publié mercredi soir interdit les rassemblements non déclarés dans certaines zones de la capitale. Face au courroux persistant des exploitants, Paris et Bruxelles peinent à calmer une mobilisation qui s'étend, malgré des promesses et des mesures d'urgence

Bravant les intempéries, les interdictions préfectorales et faisant fi des dernières annonces du gouvernement, des

tracteurs d'agriculteurs membres du syndicat Coordination

rurale (CR) sont entrés dans Paris, jeudi 8 janvier avant l'aube afin de porter les revendications de la profession.

« Ils se baladent » dans Paris et sont notamment passés sur les Champs-Élysées, a déclaré un porte-parole de la CR à l'Agence France-Presse (AFP), faisant état de « quelques dizaines de tracteurs » entrés par les portes sud de la capitale. D'après un journaliste de l'AFP présent sur place, une vingtaine d'agriculteurs sont présents à la tour Eiffel, leurs tracteurs – une dizaine – garés tout près. Sur la pelle d'un des engins, il est inscrit « CR 33 NON AU MERCOSUR ». Selon Ludovic Ducloux, coprésident de la CR 33 (Gironde), les agriculteurs sont arrivés entre 3 h 30 et 4 heures, durant la nuit, près de la Dame de fer. « On a mis 40 minutes à arriver, on n'a pas trouvé de gendarmes sur notre route », a-t-il commenté auprès de l'AFP.



D'après le porte-parole de la Coordination rurale, quelque 250 tracteurs s'apprêtaient mercredi soir à entrer dans la capitale. « On avait dit qu'on monterait à Paris, on y arrive », a ajouté Ludovic Ducloux.

Mercredi, Eloi Nespoulous, président de la Coordination rurale d'Occitanie, à la tête d'un cortège de quarante tracteurs, avait assuré que les agriculteurs membres de son syndicat viendraient « coûte que coûte crier [leurs] revendications ». Le président du deuxième syndicat agricole, coutumier des actions musclées, Bertrand Venteau, avait pour sa part affirmé que la CR entendait porter « pacifiquement » ses demandes aux parlementaires et sur des lieux parisiens « symboliques », quitte à voir la moitié de ses troupes « finir en garde à vue ».

Cellule interministérielle de crise

Epizootie de dermatose bovine (DNC), cours du blé et prix élevé des engrais, menace d'une concurrence accrue des pays latino-américains du Mercosur... « Tant qu'[ils] n'aur[ont] pas de réponse », les agriculteurs maintiendront la pression sur Paris et sur Bruxelles, avait déclaré à l'AFP Lionel Candelon, président de la chambre d'agriculture du Gers et membre de la direction nationale de la CR.

Un arrêté publié, mercredi soir, par la Préfecture de police de Paris a interdit les rassemblements non déclarés dans certaines zones de Paris, à Rungis et à Maisons-Alfort. Selon cet arrêté, en vigueur jusqu'à vendredi, les secteurs à proximité des institutions politiques sont ainsi interdits. Cela concerne Matignon, l'Assemblée nationale et le ministère de l'agriculture, l'Élysée, le Sénat ou encore la Direction générale de l'alimentation, qui dépend du ministère de l'agriculture, et l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

Sont également concernés des lieux symboliques comme les Champs-Élysées et le périmètre autour de la tour Eiffel. Hors de Paris, l'Agence nationale de sécurité sanitaire à Maisons-Alfort et le Marché international de Rungis figurent aussi dans cet arrêté.

Dans les Yvelines, quatre tracteurs ont forcé un barrage de gendarmerie mercredi matin, touchant deux véhicules des forces de l'ordre, sans faire de blessé, selon une source policière. Trois personnes ont été placées en garde à vue. Les manifestants, en provenance de plusieurs départements, surtout du Sud-Ouest, épice de la contestation agricole depuis décembre 2025, devaient attendre d'obtenir le feu vert de la Préfecture de police de Paris pour entrer dans la capitale. Une cellule interministérielle de crise a été activée, mercredi en fin de journée, « pour faire le point » sur les actions des agriculteurs, a par ailleurs appris l'AFP auprès de l'entourage du ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez.

« On est très étonnés d'un tel déploiement de moyens parce qu'on a dit que la manifestation était pacifique », a déclaré Bertrand Venteau sur France Inter. « Même en sous-marin par la Seine, on va y arriver. On aura peut-être perdu des troupes, mais on arrivera dans Paris sur des lieux symboliques pour porter nos doléances », a-t-il ajouté.

Barrages et gardes à vue

Dans le Sud-Ouest, la mobilisation s'est poursuivie, mercredi, à grand renfort de tracteurs, de fumier et de bottes de paille, les agriculteurs érigeant une dizaine de barrages sur les principaux axes autour de Toulouse. Et ce, malgré les températures négatives et les interdictions préfectorales de manifester prises notamment en raison du « risque de troubles à l'ordre public ».

Au total, seize manifestants ont été placés en garde à vue au cours de la journée de mercredi, principalement pour entrave à la circulation, et douze dossiers ont été transmis au parquet, a indiqué le procureur de la République de Toulouse, David Charmatz, dans un communiqué. Toutes les gardes à vue avaient été levées en fin de journée. « Cette situation est inacceptable et illustre une dérive grave dans la gestion de ce mouvement agricole », avait regretté plus tôt dans la journée l'intersyndicale agricole de Haute-Garonne.

Mercredi en fin de journée, les points de blocage autour de Toulouse s'étaient en partie desserrés, notamment sous la pression des forces de l'ordre, selon les manifestants joints par l'AFP, mais la circulation restait perturbée sur l'A61 et la RN 124.

Après son entretien avec le premier ministre, Sébastien Lecornu, qui a promis à la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), mardi, des annonces d'ici à la fin de semaine, le patron du premier syndicat agricole, Arnaud Rousseau, a répété, mardi, que l'accord entre l'Union européenne et les pays sud-américains réunis dans le Mercosur, dont la signature est prévue le 12 janvier, représentait « le symbole de ce que nous ne voulons pas pour l'agriculture européenne ». En attendant, le gouvernement a encore tenté de donner des gages au monde agricole. En marge de la réunion des ministres de l'agriculture à Bruxelles, la ministre française, Annie Genevard, a affirmé que « la

taxe carbone [européenne] sur les engrais pourra être suspendue ». Une annonce que n'a toutefois pas confirmée la Commission européenne. Même la rallonge budgétaire de 45 milliards d'euros promise dans la future politique agricole commune (PAC)

ne devrait pas « faire avaler la pilule du Mercosur » aux agriculteurs, a estimé le député de la Somme (ex-La France insoumise, désormais membre du groupe Ecologiste et Social) François Ruffin.

Nosy-Be - La fréquentation aérienne en hausse

IRINA TSIMIJALY | 09 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

En 2025, l'aéroport de Fascène a enregistré une hausse de 13 % par rapport à l'année précédente. Ce succès reflète à la fois l'attractivité de l'île et les efforts de l'Office régional du tourisme pour développer la destination.

Nosy-Be confirme sa place comme destination touristique majeure à Madagascar. En 2025, l'aéroport de Fascène a accueilli 264 604 passagers, soit une hausse de 13 % par rapport à 2024, où 233 560 voyageurs avaient été enregistrés. Cette progression, continue depuis 2019 (212 099 passagers cette année-là), montre l'attractivité grandissante de l'île.

Selon Elisabetta Gravellino, présidente du conseil d'administration de l'Office régional du tourisme de Nosy-Be (ORTNB), cette performance reflète le travail collectif mené pour développer la destination. « Ce succès témoigne de la capacité de l'île à s'organiser, à se réinventer et à valoriser durablement ses atouts tout en affirmant son identité sur la scène touristique internationale », explique-t-elle sur la page Facebook de l'office.

Les chiffres montrent une croissance notable des arrivées : 131 663 passagers ont été enregistrés à l'aéroport de Fascène, soit +16 % par rapport à 2024. Parmi eux, 95 917 étaient des arrivées internationales et régionales (+12 %). La hausse des taux de remplissage et des rotations aériennes améliore la connectivité de la destination, tandis que l'augmentation des vols nationaux (+28 %) reflète un marché intérieur dynamique.

Les touristes viennent principalement d'Italie, de La Réunion, de France, de Pologne, d'Europe de l'Est et de Mayotte. Les visiteurs locaux sont également nombreux, confirmant l'attrait de l'île à la fois pour les voyageurs étrangers et nationaux.

Davantage de visiteurs internationaux

Malgré ces bons résultats, Nosy-Be doit relever plusieurs défis pour séduire de nouveaux marchés internationaux. L'élargissement des capacités aéroportuaires apparaît comme une priorité. Il s'agit d'accroître les pistes de décollage et d'atterrissage, de moderniser les terminaux passagers, d'améliorer les aires de stationnement des avions et d'optimiser les flux logistiques au sol.



« Ces améliorations sont essentielles pour développer la connectivité aérienne de la destination », précise Elisabetta Gravellino. Selon elle, il est également crucial d'accompagner les investisseurs dans leurs projets pour garantir une croissance durable du secteur touristique. En renforçant ses infrastructures et en diversifiant son offre touristique, Nosy-Be espère attirer davantage de visiteurs au-delà des marchés traditionnels comme l'Italie. L'île continue ainsi de se positionner comme une destination incontournable, alliant charme naturel, hospitalité locale et dynamisme économique.

Commerce intérieur - Une structuration des prix annoncée

IRINA TSIMIJALY | 09 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le ministère du Commerce et de la Consommation a annoncé mercredi, lors d'une émission spéciale diffusée sur la télévision nationale, une série de mesures pour mieux encadrer le marché intérieur.

Selon la ministre Haingotiana Andriamadison, le ministère travaille actuellement à la mise en place d'une structure de prix et de prix de référence pour les principaux produits alimentaires, notamment le riz, dont le prix sera désormais suivi et coordonné à l'échelle nationale. En deux mois,

des actions concrètes ont déjà été menées, permettant de constater des baisses de prix locales, notamment dans les régions de Boeny, Vatovavy et Itasy, où les prix ont diminué de 100 à 200 ariary.

Le ministère insiste sur la nécessité de prévenir les pénuries et de garantir que les produits soient de bonne qualité à des prix raisonnables. À cet effet, des stocks suffisants ont été identifiés pour couvrir la période de soudure, et les produits périmés seront systématiquement retirés du marché.

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'un plan de mise en œuvre sur deux ans, visant à équilibrer le marché libéral et la protection des consommateurs. Bien que Madagascar encourage la libéralisation économique, l'État continue d'intervenir pour encadrer certains produits

essentiels, éviter les fluctuations excessives de prix et protéger les populations vulnérables.

Le ministère annonce que les prochaines étapes consisteront à renforcer le suivi des autorisations de mise en vente, à promouvoir la concurrence et à assurer la stabilité économique et sociale à travers un marché intérieur mieux régulé.

En somme, cette structuration des prix illustre la volonté du gouvernement de concilier liberté économique et sécurité alimentaire, tout en offrant aux consommateurs une meilleure visibilité et protection face aux variations du marché.

Secteur agricole : Un financement de 851,2 millions Ar pour accompagner 60 micro-entreprises rurales

NAVALONA R | 09 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Depuis deux mois, le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, José Nirina Rasatarimanana, a multiplié ses interventions sur le terrain afin de soutenir les producteurs à temps pour la campagne agricole et de poser les bases de la refondation du secteur agricole.

De nombreuses réalisations ont ainsi été évoquées durant cette période. À titre d'illustration, un financement total de l'ordre de 851,2 millions Ar a été mobilisé en vue d'accompagner 60 micro-entreprises rurales opérant dans le secteur agricole.



Leurs projets touchent plusieurs filières dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage. Les porteurs de projets bénéficient notamment d'un accompagnement technique concernant l'entrepreneuriat rural avant d'obtenir ce financement dédié au démarrage de leurs activités. Dans la même foulée, 298 jeunes sont actuellement en phase de pré-incubation pour devenir des micro-entrepreneurs ruraux.

Booster la production

Parlant des infrastructures agricoles, 11 barrages hydro-agricoles et 168km de canaux d'irrigation ont été réhabilités par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. En outre, 5 500 hectares de périmètres irrigués sont désormais fonctionnels tandis que 610 hectares de superficies ont été labourés. Le ministère de tutelle a également poursuivi ses actions en matière de dotation de 348 tonnes de semences certifiées, de 355 tonnes d'engrais et 6 690 matériels agricoles aux 96 655 producteurs en vue de booster la production agricole. Ce n'est pas tout ! Près de 3 128 paysans formateurs et relais ont bénéficié de renforcement de capacité leur permettant de professionnaliser les producteurs.

Résilience

Côté élevage, 117 ménages ont été dotés de petits ruminants et 2 350 coquelets ont été distribués afin de développer les filières caprines, ovine et avicole. Et pour asseoir un développement durable, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ne ménage pas ses efforts de préserver l'environnement tout en renforçant la résilience des producteurs face au changement climatique. Parmi ses réalisations majeures, le parc d'innovation de Vakinankaratra a fait l'objet d'une extension allant de 1 à 10ha. Par ailleurs, un apurement jusqu'à 18 mois d'arriérés de salaires a été effectué dans les établissements publics agricoles tels que le FEL (Fonds de l'Élevage) et le FDA (Fonds de Développement Agricole).

Rapport –pays de la BAD : Le capital naturel représente 30 % de la richesse totale de Madagascar en 2018 et contribue à l'atténuation des effets du changement climatique mondial

R EDMOND. | 09 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

D'après ce rapport-pays de la Banque Africaine du Développement (BAD)

Le capital naturel renouvelable représente 30 % de la richesse totale, et contribue à l'atténuation des effets du changement climatique mondial. En 2018, la valeur des terres agricoles représentait 25% du capital naturel. Les forêts couvrent 21,4 % de la faune, et plus de 90 % de la faune unique sur la terre. Les ressources bleues (pêche, aquaculture) sont abondantes et caractérisées par une biodiversité exceptionnelle. Les ressources énergétiques renouvelables sont considérables, avec notamment 7 800 mégawatts. Le capital naturel non renouvelable est abondant, regorgeant des minéraux diversifiés (nickel, cobalt, chrome, ilménite, graphite, etc.)

Contribution économique

Ce rapport donne notamment la contribution économique du capital naturel. « L'agriculture, la foresterie et la pêche représentent environ 25% du PIB et 75% de l'emploi. Le secteur minier représente 5% du PIB en 2023, et sa part dans à plus de 37% en 2023. Les recettes provenant du secteur minier ne sont pas significatives. En 2018, l'Etat

n'a perçu que 70,6 millions US\$ de recettes fiscales provenant des secteurs pétroliers, gazier et minier, soit 4,6% des recettes fiscales ; contre une moyenne de 18% au Ghana, 20% au Mali et 37% en RDC. Les redevances minières sont également faibles et se situeraient entre 1 et 2% »

Croissance

Selon le même rapport-pays, la valeur du capital naturel renouvelable de Madagascar a connu une croissance de 151% entre 1995 et 2018 ; contrairement à une baisse observée à Maurice, en Namibie, au Botswana et au Lesotho. « Toutefois, sur la même période ; la valeur par habitant de ce capital renouvelable a diminué de 5%, reflétant l'effet de la croissance démographique. En ce qui concerne le capital naturel non renouvelable, sa valeur a également augmenté entre 1995 et 2018, contrairement à l'Afrique du Sud, à Maurice et à Eswatini, où elle a connu une baisse. Par ailleurs, la biodiversité et les aires protégées génèrent une contribution économique estimée entre 3,67 et 17,27milliards US\$ par an ».

Madagascar face aux crises : Un demi-siècle de non-résilience économique

NAMBININA JAOZARA | 09 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Malgré ses efforts pour se redresser, l'économie malgache peine à retrouver sa stabilité après de multiples crises. Après quatre crises politiques majeures, le pays a été durablement affecté par des chocs mondiaux, notamment la pandémie de Covid 19 (2020) et les répercussions de la guerre en Ukraine (2022). Le septième Rapport National sur le Développement Humain (RNDH), publié par le PNUD en décembre 2025, offre un bilan détaillé de ces événements et de leurs impacts sur l'économie du pays. Madagascar a traversé plusieurs crises politiques majeures au cours de son histoire récente, dont quatre principales sont identifiées par le PNUD : 1972, 1991, 2002 et 2009. La première crise de 1972 a été immédiatement suivie du premier choc pétrolier de 1973. Bien que ces deux événements soient de nature différente, leurs effets se sont cumulés, et le rebond du PIB n'a commencé qu'à partir de 1974. Après cette période de crise, le PIB a retrouvé son niveau initial au bout de deux ans et demi, mais la croissance post-crise n'a pas repris sa trajectoire précédente. La tendance reste en effet inférieure à celle observée avant les événements, et illustre la faible résilience de l'économie malgache face à ces chocs.

La deuxième crise en 1991 a été particulièrement longue à surmonter. Le PIB ne retrouve son niveau initial qu'au bout de cinq ans et demi, et la croissance post-crise reste

longtemps inférieure à la tendance observée avant le choc. En 2002, le PIB revient à son niveau initial après deux ans, mais n'atteint pas la trajectoire prolongée de la tendance d'avant-crise. La crise de 2009 voit un redressement du PIB en deux ans et demi, mais là encore, la production reste en dessous de la trajectoire antérieure.



Le septième RNDH souligne que "les manifestations lors des crises politiques de 1972, 1991, 2002, 2009 ont fortement perturbé les activités économiques dans la capitale, Antananarivo, où sont basées, pour la plupart, les grandes unités industrielles et commerciales du pays. Compte tenu du poids économique de l'agglomération

tanananarivienne, ces événements ont entraîné des contractions économiques successives, avec des baisses du PIB allant jusqu'à 15%, des pertes d'investissements et des tensions dans les relations et échanges internationaux du pays, etc."

Outre les crises politiques, Madagascar a été affecté par des chocs pétroliers majeurs, en 1973 et 1979. La hausse du prix du pétrole a provoqué une forte inflation, déséquilibré la balance commerciale et accru l'endettement public. Ces chocs ont entraîné un ralentissement économique significatif. L'économie a également souffert de bouleversements monétaires, avec la dévaluation du franc malgache en 1987 et son flottement en 1994. Ces ajustements ont fragilisé la stabilité économique et limité la capacité de l'État et des entreprises à planifier efficacement leurs activités.

Plus récemment, Madagascar a été confronté à des chocs mondiaux. La pandémie de Covid 19 en 2020 a entraîné des mesures de confinement strictes et une baisse drastique de la demande. Certaines productions ont été arrêtées, provoquant une chute du PIB de 7,1% et des pertes importantes, notamment dans le secteur touristique. La guerre en Ukraine en 2022 a également eu un impact indirect sur l'économie, en perturbant les prix des matières premières et la stabilité globale.

Enfin, Madagascar reste extrêmement exposé aux catastrophes naturelles, en particulier les cyclones, qui frappent régulièrement le pays. Ces aléas climatiques affectent la production agricole et industrielle et pèsent sur l'économie nationale. Ils limitent la capacité du pays à retrouver durablement sa trajectoire de croissance après chaque choc. À chaque crise, Madagascar a montré un profil de non-résilience économique, comme le souligne le septième RNDH. Concrètement, cela signifie que l'économie ou le secteur affecté ne parvient pas à retrouver son niveau de production antérieur et reste marqué par une croissance faible.

Le 7^e Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) de Madagascar offre une analyse stratégique clé pour l'avenir du pays. La dernière édition, publiée en décembre 2025, ne prend toutefois pas en compte les événements de septembre 2025, qui ont conduit au renversement du régime Rajoelina. Le rapport examine le profil de résilience de l'économie en s'appuyant sur la trajectoire du PIB depuis le début des années 1960, en se concentrant particulièrement sur les chocs ayant entraîné de fortes récessions.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

